

CGT – FO – FSU – Solidaires - UNSA

Communiqué de presse

Le Premier ministre a répondu par une fin de non recevoir à la demande des organisations syndicales d'ouverture de négociation après la grève du 8 février.

Ne tenant aucun compte de la mobilisation des personnels, il renvoie à son successeur la responsabilité de rouvrir le dialogue social.

Puisque le gouvernement se déclare dans l'incapacité d'entendre les personnels et de négocier avec eux, les organisations de la fonction publique CGT, UNSA, FO, FSU et Solidaires ont décidé de ne plus siéger dans les organismes paritaires de la fonction publique de l'Etat.

Par ce geste, elles entendent protester contre l'absence de tout dialogue social et réaffirmer leurs revendications en matière de salaires, de grilles, de conditions de travail et d'emploi. Les agents des fonctions publiques méritent autre chose que la surdité et le mépris.

Paris le 19 mars 2007